



**Comité d'Aide au Développement**



Joint United Nations Programme on HIV/AIDS

**UNAIDS**

UNICEF • WFP • UNDP • UNFPA • UNODC  
ILO • UNESCO • WHO • WORLD BANK

## **Analyse de l'aide pour la lutte contre le VIH/sida, 2000-2002**

Ce rapport présente les résultats d'une étude des données statistiques sur la lutte contre le VIH/sida, menée par le Secrétariat du CAD en collaboration avec les membres du Groupe de travail sur les statistiques (GT-STAT) et le Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) entre février et mai 2004.

**Publié en juin 2004**



## **Analyse de l'aide pour la lutte contre le VIH/sida, 2000-2002**

### **Principales conclusions**

**En 2000-02, les engagements d'Aide publique au développement (APD) totale des membres du CAD pour la lutte contre le sida ont été de \$EU 2.2 milliards par an. L'aide bilatérale à la lutte contre le sida a atteint \$EU 1.1 milliard par an et les contributions au Fonds mondial pour la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, \$EU 0.5 milliard par an. Le reste correspond à l'aide estimée des membres du CAD à la lutte contre le sida à travers les contributions aux organisations des Nations unies et à la Banque mondiale. Une tendance claire à l'augmentation des contributions à la lutte contre le VIH/sida se dégage sur la période des trois années.**

**Les États-Unis contribuent pour plus du tiers des engagements bilatéraux totaux ; le Royaume Uni a été la seconde source de financement. Les donateurs les plus importants, en particulier les agences multilatérales, sont les principaux pourvoyeurs de fonds des programmes de traitement, lesquels nécessitent un financement substantiel et des engagements à long terme. Les plus petits donateurs tendent à se concentrer sur la prévention du VIH, mais ont aussi contribué aux soins à domicile et aux activités sociales.**

**L'Afrique du sud du Sahara a été la principale région bénéficiaire. Les trois premiers pays bénéficiaires étaient le Nigeria, le Kenya et l'Ouganda.**

**Les systèmes statistiques actuels du CAD permettent de proposer de solides estimations mais le développement d'un système de codage plus précis augmenterait l'utilité des données d'un point de vue analytique.**

## **I. Introduction**

1. Ce rapport présente les résultats d'une étude des données statistiques sur la lutte contre le VIH/sida, menée par le Secrétariat du CAD en collaboration avec les membres du Groupe de travail sur les statistiques (GT-STAT) et le Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) entre février et mai 2004. Les objectifs de cette étude étaient de :

- vérifier les données sur l'aide à la lutte contre le VIH/sida notifiées dans la base de données sur les activités d'aide du SNPC pour les années 2000-02 et de les compléter pour fournir des statistiques définitives pour la XVème Conférence Internationale sur le sida à Bangkok (11-17 juillet 2004) ;
- évaluer dans quelle mesure la méthodologie statistique standard permet d'identifier la plus grande partie de ces apports ; et
- proposer des améliorations à la collecte de données dans le futur.

2. Ce rapport rappelle le contexte et les raisons de l'étude (section II) et explique la manière dont elle a été menée (section III). Il présente ensuite de manière synthétique les contributions des membres (section IV). Les données sont présentées sous forme de tableaux mais des informations descriptives sur les activités des membres en relation avec le VIH/sida sont aussi proposées. (Les données couvrent uniquement l'APD. L'aide à la lutte contre le VIH/sida pour les pays de la Partie 2 de la Liste du CAD des pays bénéficiaires de l'aide est exclue de l'analyse mais est comprise dans la liste des activités d'aide présentée en Partie II de cette publication.) Des actions futures pour améliorer la qualité des statistiques dans ce domaine sont suggérées dans la section V.

## II. Contexte et raisons de l'étude

3. Le Secrétariat du CAD a reçu une demande officielle d'examen des données statistiques sur l'aide des donateurs à la lutte contre le VIH/sida de la part de l'ONUSIDA en janvier 2004. Cette demande résulte de plusieurs années de collaboration entre le Secrétariat du CAD, l'ONUSIDA et le Fonds des Nations unies pour la Population (FNUAP). Mais le travail sur l'étude a aussi été stimulé par de nombreuses requêtes pour des données sur l'aide à la lutte contre le VIH/sida de la part d'agences d'aide, d'ONG et d'instituts de recherche sur le développement. Dans les pays donateurs, le VIH/sida est l'objet de demandes de parlementaires et de débats entre les gouvernements et les ONG. Les demandes de données proviennent aussi de gouvernements de pays bénéficiaires de l'aide. L'ONUSIDA reçoit en moyenne cinq demandes de données par jour. En 2005, l'ONUSIDA aura besoin de données pour son rapport préliminaire sur l'examen des progrès vis-à-vis des objectifs fixés au sein de la Session spéciale de l'Assemblée générale des Nations unies sur le VIH/sida (UNGASS).

4. Le VIH/sida reste l'un des plus importants défis de développement aujourd'hui. Il s'agit de la première maladie mentionnée dans le sixième Objectif du millénaire pour le développement.<sup>1 2</sup> En même temps, mesurer l'aide à la lutte contre le VIH/sida présente plusieurs difficultés. Dans les pays où le VIH est très répandu, les effets de la maladie vont au-delà de la misère individuelle, touchant les infrastructures sociales et la capacité productive. Ainsi, les activités dans bien des domaines autres que la prévention immédiate et le traitement peuvent aider à atténuer les conséquences de l'épidémie.

5. Dans les statistiques du CAD, l'aide à la lutte contre le VIH/sida est classée dans le secteur "population/fertilité". Les activités sont identifiées à l'aide du code-objet "lutte contre les MST, y compris le VIH/sida" (code 13040), défini comme comprenant "*toutes les activités liées au contrôle des maladies sexuellement transmissibles et du VIH/sida ; activités d'information, éducation et communication ; dépistage ; prévention ; traitement, soins*". Dans les discussions avec les utilisateurs de données, il est souvent demandé au Secrétariat de répondre aux questions suivantes :

- Les données ne concernent pas seulement la lutte contre le VIH/sida puisque toutes les maladies sexuellement transmissibles sont couvertes par le même code-objet.

---

<sup>1</sup> OMD6 : Combattre le VIH/sida, le paludisme et les autres maladies. Objectif 7: Stopper et commencer à inverser l'épidémie du VIH/sida d'ici à 2015.

<sup>2</sup> La prévention de l'extension du VIH/sida a été récemment évaluée par un panel d'économistes internationaux de haut niveau comme la plus haute priorité parmi 17 possibles pour l'utilisation de moyens financiers internationaux additionnels. Voir [www.copenhagenconsensus.com](http://www.copenhagenconsensus.com).

- Dans la classification sectorielle du CAD chaque code-objet concerne seulement les activités dont le code-objet représenté est le principal objectif. Par conséquent le code pour le VIH/sida ne couvre pas les activités pertinentes comprises dans les programmes de soins pour la santé de base ou pour la santé et fertilité.
- La lutte contre le VIH/sida ne se limite pas nécessairement aux interventions dans le secteur de la santé.
- La classification ne permet pas de faire la distinction entre les ressources affectées à la prévention du VIH/sida et celles affectées au traitement et aux soins.

6. Ainsi, en plus de la préparation des données pour la Conférence de Bangkok, l'étude essaie de déterminer jusqu'à quel point la méthodologie statistique standard (voir l'encadré 1) permet de mesurer l'aide des donateurs à la lutte contre le VIH/sida.

#### **Encadré 1. Notification de l'objet de l'aide dans les statistiques du CAD**

Dans les statistiques du CAD (comme dans la plupart des systèmes de notification internes des donateurs), il ne peut être attribué à chaque activité qu'**un seul code-objet**. Cette règle a pour but d'éviter les doubles comptages lorsque les montants sont additionnés de manières différentes. S'agissant des activités qui recoupent plusieurs secteurs (par exemple santé, et santé et fertilité), il leur est affecté soit un code multisecteur soit le code correspondant à la composante la plus importante.

La méthode qui consiste à affecter un seul code-objet est généralement considérée comme une méthode qui conduit à une sous-estimation de l'aide affectée à un secteur spécifique dans les statistiques du CAD. Cette assertion est vraie si les membres utilisent généralement les codes multisecteurs pour les projets multisecteurs. D'un autre côté, lorsque la pratique courante consiste à sélectionner le code de la composante la plus importante de l'activité, le résultat conduit à une surestimation. Pour améliorer l'exactitude des données sur la répartition sectorielle de l'aide, certains membres ont décidé de notifier les activités d'aide au niveau des composantes des activités.

Pour l'heure, la règle du code-objet unique constitue le seul moyen pratique de standardiser la notification de façon à pouvoir effectuer des comparaisons fiables entre donateurs. La faisabilité de la collecte des données à l'aide de codes-objet multiples pourrait être discutée par le GT-STAT dans le futur. Quatre membres ont mis en œuvre de tels systèmes internes à "profils sectoriels" et ont informé le Secrétariat des expériences positives et négatives.

Les statistiques basées sur les codes-objet sont complétées par des données sur les **objectifs politiques de l'aide**. La notification est basée sur un système de marquage à trois valeurs : "objectif principal", "objectif significatif", et "non orienté vers l'objectif politique". Chaque activité peut avoir plus d'un objectif politique. A l'heure actuelle, le CAD utilise six marqueurs des objectifs politiques de l'aide [l'égalité homme femme, y compris la participation des femmes au développement (WID), l'aide à l'environnement, le développement participatif/bonne gestion des affaires publiques et trois marqueurs pour les Conventions de Rio]. Cinq membres (Australie, Norvège, Pays-Bas, Royaume Uni, Suède) ont récemment commencé à assurer le suivi des contributions à la lutte contre le VIH/sida à l'aide d'un marqueur dans leur système interne.

La **recherche textuelle** est une autre méthode pour retrouver l'information additionnelle sur l'objet de l'aide dans les statistiques du CAD. D'un point de vue méthodologique, les statistiques basées sur la recherche textuelle peuvent être considérées comme analogues à celles obtenues à l'aide des marqueurs des objectifs politiques, bien qu'elles soient naturellement moins précises. (Pour le VIH/sida, par exemple, les activités identifiées par recherche textuelle peuvent ne pas être entièrement axées sur la lutte contre le VIH/sida. Cependant, la référence au VIH/sida étant mentionnée dans la description du projet, il est vraisemblable que l'activité n'aurait pas été entreprise sans cet objectif, ou sans qu'une composante importante de l'activité ne vise la lutte contre le VIH/sida.)

### III. Objectif et couverture de l'étude

7. La proposition d'étude spéciale sur l'aide à la lutte contre le VIH/sida a été préparée par le Secrétariat du CAD en collaboration avec l'ONUSIDA. Une première analyse a été réalisée sur la base des notifications au SNPC (Activités d'aide) et de l'examen des données supplémentaires communiquées par le Canada et la Norvège<sup>3</sup>. Ayant obtenu le soutien des membres du CAD pour la réalisation de l'étude, le Secrétariat du CAD a examiné de manière plus approfondie les données du SNPC pour la période 2000-2002 et préparé pour chaque membre une lettre avec des pièces jointes pour vérification et demande de complément d'information. Les questions ont été développées sur la base des principes suivants :

***a) Les activités classées sous la catégorie "Lutte contre les MST, y compris le VIH/sida" (code-objet 13040) ont été identifiées sous le libellé "Activités pour la lutte contre le VIH/sida".***

8. La première analyse des données du SNPC réalisée pour préparer la proposition d'étude a montré que la grande majorité des activités notifiées sous le code-objet "Lutte contre les MST, y compris le VIH/sida" concernaient le VIH/sida.<sup>4</sup> En considérant que l'étude portait sur les engagements en 2000-02, la simplification a été considérée pleinement légitime. (Les programmes globaux de lutte contre les MST étaient courants dans les années 90. Pour les années plus récentes, l'objectif est nécessairement le VIH/sida.) Une autre justification de cette approche résulte du fait qu'il est difficile d'imaginer qu'un programme de lutte contre les MST ne contribue pas à la lutte contre le VIH/sida.

***b) Les données déjà transmises au SNPC ont été examinées en détail.***

9. Les activités VIH/sida classées dans le secteur de la santé ou santé et fertilité ou encore dans d'autres secteurs peuvent être identifiées dans le SNPC en exécutant une recherche de chaînes de caractères « HIV » ou « AIDS » (« VIH » ou « SIDA ») dans les champs « titre du projet » ou « description ». Même si les résultats d'une telle recherche doivent être soigneusement vérifiés [par exemple pour éviter de compter un projet intitulé « navigation aids » dans la lutte contre le HIV/AIDS ou les contributions aux universités hispanophones (universidad)], de telles recherches permettent de sélectionner facilement des activités qui comprennent selon toute vraisemblance des composantes significatives pour la lutte contre le VIH/sida.

***c) L'objectif était de collecter des données permettant d'obtenir une estimation statistique fiable de l'ordre de grandeur de l'aide des membres du CAD à la lutte contre le VIH/sida (à la différence d'une présentation comptable exacte) pour la XVème Conférence Internationale sur le Sida à Bangkok.***

<sup>3</sup> Les bases de données internes du Canada et de la Norvège permettent de suivre les activités pour la lutte contre le VIH/sida à travers tous les secteurs. La Norvège (NORAD) utilise un marqueur. Le système du Canada (ACDI) permet d'affecter plusieurs codes-objet à une activité, et d'estimer les montants d'aide alloués à chacun. Ces pays fournissent l'information supplémentaire dans leur notification au SNPC (en utilisant des champs libres en format texte).

<sup>4</sup> Pour les années 1999-2002, les membres du CAD ont notifié 2169 activités avec le code-objet 13040. Plus de 1800 activités (85%) mentionnent explicitement l'expression VIH/sida dans le titre du projet ou la description.

10. L'aide à la lutte contre le VIH/sida peut s'effectuer potentiellement à travers tous les secteurs. Il est probable que des activités d'information, d'éducation et de communication soient comprises dans l'éducation de base pour les adolescents et adultes. Les programmes sociaux plurisectoriels peuvent inclure des composantes VIH/sida. Il est souvent fait référence au transport comme un secteur important pour la lutte contre le VIH/sida. Il était cependant vraisemblable (et l'étude des données du Canada et de la Norvège en ont apporté une certaine confirmation) que les montants les plus importants de l'aide à la lutte contre le VIH/sida soient alloués au secteur de la santé.<sup>5</sup> Le délai disponible pour la collecte des données de cette étude étant approximativement de deux mois, le Secrétariat du CAD et l'ONUSIDA ont recommandé de limiter la collecte des données supplémentaires aux activités du secteur de la santé et de la santé et fertilité [codes-objet 12110 à 13082], y compris cependant certains types d'activités multisecteurs (activités classées dans la catégorie "aide plurisectorielle pour les services sociaux de base" [code-objet 43020], fonds pour petits projets).

11. Pour réduire la charge administrative qui consiste à affiner les données disponibles du SNPC, le Secrétariat a suggéré aux membres de limiter leur examen aux activités dont le montant dépasse un certain seuil.<sup>6</sup> Le seuil a été établi de manière à ce que le montant des activités examinées couvre de 80 à 90% de la valeur totale des activités. Pratiquement, un seuil de 100 000 \$EU a été utilisé sauf pour la Grèce et l'Irlande pour lesquels le seuil a été 50 000 \$EU. Aucun seuil n'a été retenu pour le Luxembourg et la Nouvelle-Zélande, ces pays n'ayant pas notifié leur aide dans le secteur de la santé au SNPC auparavant. Les membres qui utilisent déjà d'autres systèmes pour identifier leur aide à la lutte contre le VIH/sida pour leurs propres besoins ont notifié les données ainsi déjà disponibles. Le Secrétariat a examiné ces données et formulé des avis sur la comparabilité de ces informations avec celles des autres donateurs.

12. Enfin, les statistiques sur l'aide des membres pour la lutte contre le VIH/sida ne seraient pas complètes sans la prise en compte de leur aide multilatérale. Les données devaient donc être collectées sur l'aide pour la lutte contre les VIH/sida par les organisations des Nations unies et les institutions financières internationales. Cette partie de l'étude a été réalisée en étroite collaboration avec l'ONUSIDA pour tirer partie de son expérience dans l'identification des dépenses pour la lutte contre le VIH/sida dans le contexte du Plan stratégique du système des Nations unies pour la lutte contre le VIH/sida (UNSSP).

13. Le Plan stratégique a été développé par l'ONUSIDA en collaboration avec 29 agences des Nations unies pour orienter la réponse du système des NU à la pandémie sur la période 2001-2005. Il identifie les partenariats et les synergies pour aider les pays à atteindre les objectifs de l'UNGASS (Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies). Il traite aussi des compétences fonctionnelles qui caractérisent la "contribution spéciale" du système des NU. Le Plan stratégique inclut les plans et stratégies liés au VIH/sida développés par les organisations participantes. Il donne une vue d'ensemble du mandat, des dépenses et des

---

<sup>5</sup> D'après les données aussi bien de la Norvège que du Canada, le code-objet du VIH/sida couvre la plus grande partie de l'aide bilatérale pour ce secteur, mais en aucun cas la totalité. Dans le cas de la Norvège, la prise en compte des activités marquées comme visant la lutte contre le VIH/sida comme objectif principal augmente de 50% le montant total. Pour le Canada, les composantes VIH/sida identifiées à l'aide du « système à codes-objet multiples » de l'ACDI ne donnent qu'une augmentation de 10%. Cependant, l'analyse a révélé que les activités canadiennes de lutte contre le VIH/sida n'étaient pas toutes financées par l'ACDI. Les données du SNPC confirment également que des activités de lutte contre le VIH/sida sont intégrées dans divers secteurs sociaux et dans des projets et programmes multisectoriels. Au sein des secteurs sociaux, la majorité est classée dans l'aide à la santé. (Pour la Norvège, la catégorie « services sociaux » est aussi significative). En revanche, très peu d'activités sont classées dans les catégories d'infrastructure économique, de production ou « non allouées par secteur ». Exclure ces catégories n'aurait pas une grande répercussion sur le total.

<sup>6</sup> L'application du seuil de 100 000 \$EU aux activités dans les secteurs de la santé et de la santé et fertilité en 2000-2002, par exemple, réduit le nombre d'activités que les donateurs ont à examiner de plus de 9000 à 4600.

ressources humaines de chaque organisation par rapport au VIH/sida. A l'heure actuelle les données sur les dépenses sont disponibles sous des formes divergentes et à différents niveaux de détail. La collecte des données sur l'aide multilatérale pour la lutte contre le VIH/sida dans le cadre de cette étude devrait aussi aider l'ONUSIDA à développer plus avant son Plan stratégique (UNSSP).

#### IV. Réponses des membres

14. La lettre du Secrétariat demandait aux membres :

- a) De vérifier l'exactitude des données notifiées avec le code-objet 13040<sup>7</sup> ;
- b) D'examiner les activités liées au VIH/sida identifiées par la recherche textuelle et de confirmer si elles devaient être incluses ou non dans les statistiques sur l'aide pour la lutte contre le VIH/sida avec le montant total<sup>8</sup> ;
- c) D'examiner les autres activités dans les secteurs de la santé et de la santé et fertilité, et d'identifier celles concernant le VIH/sida (en les marquant "oui" ou "non") et si possible, de notifier les montants estimés pour la lutte contre le VIH/sida ;
- d) De vérifier les données sur leurs contributions à l'ONUSIDA et de notifier leurs contributions à tout autre fonds ou organisation qui devraient être pris en compte dans les statistiques sur l'aide pour la lutte contre le VIH/sida.

15. Les 23 membres ont répondu et presque tous ont répondu à toutes les questions.<sup>9</sup> De plus, grâce aux visites du Secrétariat aux pays membres sur d'autres sujets, ces questions ont été discutées avec des spécialistes du VIH/sida de huit agences d'aide.<sup>10</sup>

16. Cette section présente les données collectées pour l'étude sous forme de tableaux et de graphiques et résume les commentaires des membres. La section IV.1 discute l'aide bilatérale des membres pour la lutte contre le VIH/sida et la section IV.2 leurs contributions au Fonds mondial pour la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. La section IV.3 traite de l'aide pour la lutte contre le VIH/sida par les organisations multilatérales ainsi que la question de l'estimation, pour chaque membre, de l'aide à la lutte contre le VIH/sida à travers le système multilatéral. L'aide totale des membres du CAD pour la lutte contre le VIH/sida est présentée dans la section IV.4, et la répartition géographique dans la section IV.5.

---

<sup>7</sup> Il est possible que ce code soit affecté aux activités qui visent seulement partiellement la lutte contre le VIH/sida. (Voir l'encadré 1.)

<sup>8</sup> Pour présenter ces données avec celles dérivées des codes-objet, il serait nécessaire d'estimer la proportion de chaque activité qui vise la lutte contre le VIH/sida. (Voir l'encadré 1.)

<sup>9</sup> Tous les membres sauf les États-Unis ont examiné les données déjà notifiées au SNPC. Les États-Unis ont transmis un nouvel ensemble de données et par conséquent n'ont pas répondu aux questions b), c) et d).

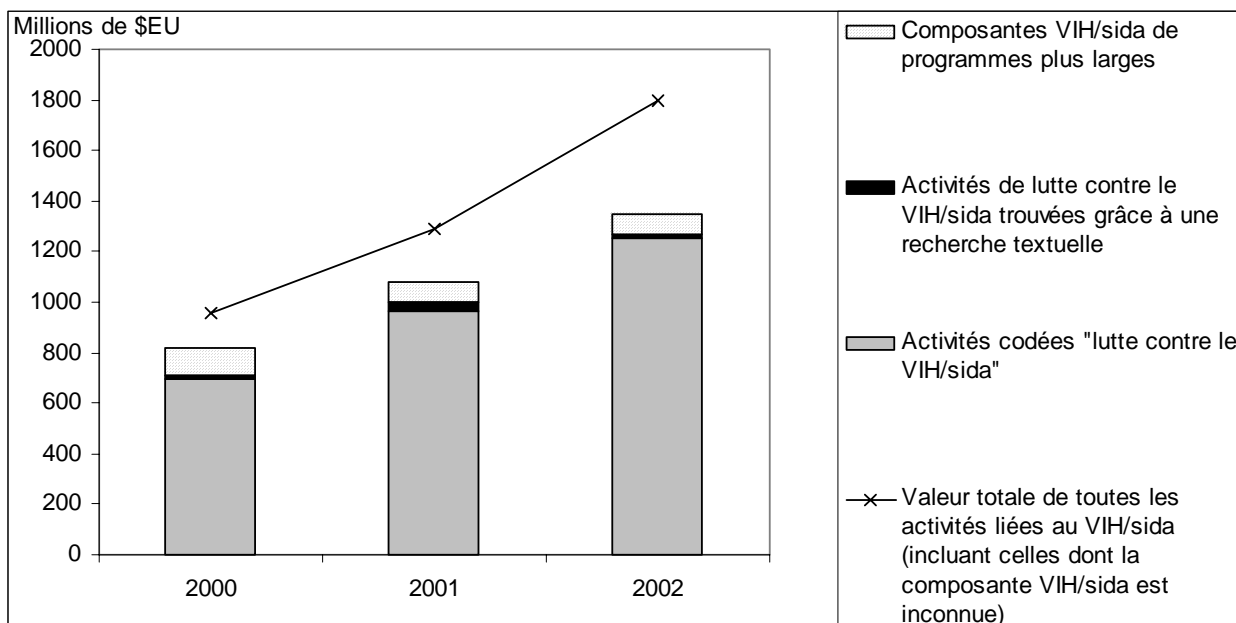
<sup>10</sup> Allemagne, Belgique, États-Unis, France, Italie et Pays-Bas ; Banque mondiale et PNUD.

#### IV.1 Aide bilatérale des membres du CAD pour la lutte contre le VIH/sida

17. Le tableau 1 ci-dessous présente les données de l'aide bilatérale des membres du CAD pour la lutte contre le VIH/sida (à l'exclusion des contributions au Fonds mondial pour la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme). Il montre qu'en 2000-02 les membres du CAD ont alloué en moyenne 1.1 milliard de \$ des EU par an, directement pour cet objectif. De plus, les activités de lutte contre le VIH/sida ont été financées dans des programmes pour la santé au sens large et le secteur de la santé et la fertilité. Ce montant n'est pas connu avec certitude mais ne dépasse pas de toutes façons les 270 millions de \$ des EU par an.

18. Le graphique 1 illustre la tendance. Les engagements bilatéraux totaux des membres du CAD augmentent de 64% entre 2000 et 2002 (de 90% si la croissance est calculée sur la base de la limite supérieure). Le graphique répond aussi à la question de savoir si les systèmes de notification statistiques standard du CAD sont suffisants pour mesurer l'aide des membres pour la lutte contre le VIH/sida.

**Graphique 1. Aide bilatérale des membres du CAD pour la lutte contre le VIH/sida notifiée dans les systèmes statistiques standard du CAD**



**Tableau 1. Aide bilatérale des membres du CAD pour la lutte contre le VIH/sida en 2000-02, engagements millions de \$ des EU**

|                  | Activités codées "lutte contre le VIH/sida" |              |               |                 | Moyenne 2000-02    |             |               |                   |
|------------------|---------------------------------------------|--------------|---------------|-----------------|--------------------|-------------|---------------|-------------------|
|                  | 2000                                        | 2001         | 2002          | Moyenne 2000-02 | Recherche de texte | Composantes | Total         | Limite supérieure |
|                  | (1)                                         | (2)          | (3)           | (4)             | (5)                | (6)         | (7)           | (8)               |
| Allemagne        | 16.8                                        | 29.0         | 32.0          | 25.9            | 7.4                | 5.5         | 38.8          | 53.0              |
| Australie        | 32.3                                        | 26.4         | 10.7          | 23.1            | 1.8                | 4.5         | 29.4          | 29.4              |
| Autriche         | 0.1                                         | 0.1          | 0.1           | 0.1             | 0.0                | 0.1         | 0.2           | 0.6               |
| Belgique         | 7.9                                         | 2.6          | 13.2          | 7.9             | 0.0                | 0.4         | 8.3           | 8.3               |
| Canada           | 43.8                                        | 36.6         | 50.9          | 43.8            | 0.1                | 3.8         | 47.6          | 47.6              |
| Danemark         | 1.7                                         | 2.0          | 14.7          | 6.1             | 0.1                | 2.0         | 8.2           | 20.1              |
| Espagne          | 1.8                                         | 2.5          | 5.6           | 3.3             | 0.1                | 0.0         | 3.4           | 3.5               |
| Etats-Unis       | 329.3                                       | 582.7        | 787.8         | 566.6           | 0.0                | 0.0         | 566.6         | 566.6             |
| Finlande         | 0.4                                         | 1.9          | 0.7           | 1.0             | 0.0                | 0.0         | 1.0           | 10.5              |
| France           | 22.2                                        | 19.3         | 22.4          | 21.3            | 0.4                | 0.2         | 21.9          | 21.9              |
| Grèce            | 0.0                                         | 0.0          | 0.1           | 0.0             | 0.0                | 0.0         | 0.0           | 0.0               |
| Irlande          | 0.3                                         | 4.3          | 25.6          | 10.1            | 0.2                | 3.5         | 13.8          | 13.8              |
| Italie           | 4.5                                         | 1.1          | 2.8           | 2.8             | 0.2                | 0.9         | 3.9           | 6.6               |
| Japon            | 15.6                                        | 17.2         | 13.3          | 15.4            | 0.0                | 0.9         | 16.3          | 32.8              |
| Luxembourg       | 0.0                                         | 0.9          | 8.5           | 3.1             | 0.0                | 0.0         | 3.1           | 5.1               |
| Norvège          | 26.5                                        | 44.8         | 16.1          | 29.1            | 7.0                | 5.1         | 41.2          | 99.4              |
| Nouvelle-Zélande | 0.1                                         | 0.3          | 0.5           | 0.3             | 0.0                | 0.0         | 0.3           | 0.3               |
| Pays-Bas         | 33.1                                        | 48.7         | 78.9          | 53.5            | 1.0                | 7.7         | 62.2          | 115.5             |
| Portugal         | 0.0                                         | 0.0          | 0.0           | 0.0             | 0.0                | 2.3         | 2.3           | 46.6              |
| Royaume Uni      | 117.4                                       | 106.1        | 77.4          | 100.3           | 3.0                | 43.2        | 146.5         | 188.1             |
| Suède            | 9.2                                         | 14.3         | 35.7          | 19.7            | 1.7                | 0.2         | 21.6          | 21.6              |
| Suisse           | 0.7                                         | 0.2          | 0.8           | 0.5             | 0.0                | 3.1         | 3.6           | 3.6               |
| CE               | 28.6                                        | 24.0         | 55.2          | 35.9            | 0.2                | 6.1         | 42.3          | 52.6              |
| <b>Total CAD</b> | <b>692.1</b>                                | <b>964.9</b> | <b>1253.0</b> | <b>970.0</b>    | <b>23.3</b>        | <b>89.6</b> | <b>1082.9</b> | <b>1347.9</b>     |

**Notes:**

Le **Danemark** est en train de finaliser une étude interne sur l'aide pour la lutte contre le VIH/sida, et pourrait réviser les données présentées dans ce rapport.

La **Norvège** a notifié les données des années 2001-03.

Pour la **Norvège** et le **Royaume-Uni**, les activités notifiées avec la lutte contre le VIH/sida comme objectif significatif sont comprises dans la colonne 8.

Les données pour les **États-Unis** correspondent aux allocations budgétaires de différents départements du gouvernement pour des activités de lutte contre le VIH/sida dans les pays bénéficiaires de l'aide, sur la base d'années fiscales. Les chiffres comprennent les activités de recherche sur le VIH/sida des *National Institutes of Health* (490 millions de \$ de EU en 2000-02) et une partie des activités des *Centers for Disease Control* (139 millions de \$ des EU) non notifiées au SNPC auparavant. L'exclusion de ces activités donne un montant total d'aide à la lutte contre le VIH/sida de 1.1 milliard de \$ des EU pour la période 2000-02. L'aide à la lutte contre le VIH/sida notifiée de manière standard au SNPC (engagements sur la base d'années calendaires) donne un montant de 1.2 milliard de \$ des EU pour 2000-02.

## Examen des données reçues

19. **Activités notifiées comme ayant la lutte contre le VIH/sida comme principal objectif - code 13040** (voir les colonnes 1-4) : Les membres étaient invités à vérifier l'exactitude des données pour les années 2000-02 pour chaque agence. Six membres ont confirmé les chiffres. Neuf membres ont ajusté les données légèrement à la hausse et trois à la baisse. Cinq membres ont notifié des montants plus importants qu'auparavant et de manière significative en fournissant pour les besoins de l'étude des données sur les activités qui n'avaient pas été transmises dans la notification standard au SNPC.<sup>11</sup>

20. **Recherche textuelle** (voir la colonne 5) : La recherche textuelle a permis au Secrétariat d'identifier 232 activités non codées 13040.<sup>12</sup> Quelques donneurs ont mentionné que la recherche textuelle était une méthode utile pour améliorer leur codification sectorielle et ont révisé les données présentées dans les colonnes 1-3. La plupart des autres activités ont été considérées comme liées au VIH/sida, mais pas nécessairement la totalité du montant de l'activité. La majorité de ces activités se référaient à des programmes sociaux pour des personnes vivant avec le VIH/sida (activités codées dans le secteur 163) et quelques contributions au VIH/sida notifiées dans l'aide d'urgence. Ces données sont dans la colonne 5.

21. **Composantes liées au VIH/sida dans les programmes plus larges concernant la santé et la santé et fertilité** (voir la colonne 6) : Vingt membres ont notifié 1022 activités avec des composantes liées au VIH/sida. Le montant estimé pour la lutte contre le VIH/sida a été fourni par 17 membres pour 623 activités. Trois membres ont mentionné qu'il n'était pas possible d'estimer les montants liés au VIH/sida. Deux membres ont répondu qu'ils avaient examiné la liste des activités fournie par le Secrétariat mais qu'aucune des activités ne comprenait de composantes liées au VIH/sida. Le montant total de l'aide pour la lutte contre le VIH/sida identifié par cette méthode s'élève à 90 millions de \$ des EU par an, ce qui correspond à une augmentation de 30% (sans les États-Unis) en plus du montant identifié à l'aide des seuls codes-objet. Si on prend en compte les autres activités comprenant des composantes liées au VIH/sida (de montants inconnus), la limite supérieure de la moyenne de l'aide bilatérale pour la lutte contre le VIH/sida en 2000-02 peut être estimée à 1.3 milliard de \$ des EU par an (colonne 8).

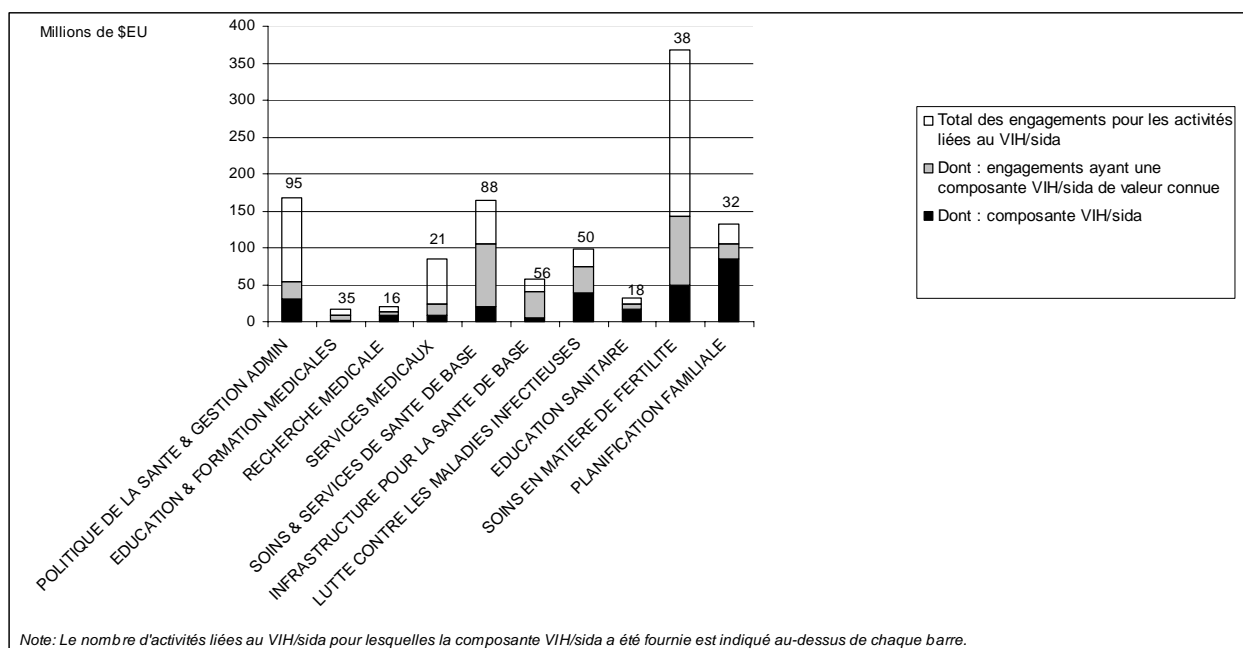
22. Le graphique 2 présente, pour référence, la part des engagements pour le VIH/sida dans le total pour chaque code-objet des secteurs de la santé et de la santé et fertilité. [Il montre, par exemple, que le montant total des activités pour la lutte contre les maladies infectieuses avec des composantes liées au VIH/sida a été de 100 millions de \$ des EU pour 2000-02. Les données sur le montant spécifiquement alloué à la lutte contre le VIH/sida étaient disponibles pour 50 activités (dont le total s'est élevé à 75 millions de \$ des EU). Les composantes VIH/sida se sont élevées à 40 millions de \$ des EU.] Il est important de noter qu'il s'agit de moyennes et que les variations sont importantes. Deux membres [l'Allemagne et la Belgique] ont examiné toutes les activités dans les secteurs de la santé et de la santé et fertilité et trouvé que les composantes liées au VIH/sida pouvaient aller de 10 à 90%.

---

<sup>11</sup> Coopération technique pour le Japon, activités financées par le budget de la Commission pour la CE, « National Institutes for Health » et « Centers for Disease Control and Prevention » pour les États-Unis. Le Luxembourg et la Nouvelle-Zélande ont notifié de manière standard au SNPC en mars et avril 2004.

<sup>12</sup> A l'exclusion des États-Unis.

**Graphique 2. Composantes de l'aide pour la lutte contre le VIH/sida dans les activités classées dans les secteurs de la santé et de la santé et fertilité**



### Résumé des commentaires des membres

23. Les membres ont affirmé dans leurs réponses que l'essentiel de leurs activités concernant le HIV/sida a été notifié sous le code-objet 13040, même si dans certains cas des activités appartenant à des secteurs autres que la santé (e.g. des programmes sociaux pour des orphelins du VIH/sida) ont été codées dans le secteur de la santé. Cette difficulté peut être surmontée en créant un second code-objet pour le VIH/sida dans la catégorie "Infrastructure et services sociaux divers". La recherche textuelle n'a pas été considérée généralement comme une méthode fiable de collecte de l'information, mais comme une méthode utile pour vérifier les codes-objet. Il a été souligné que dans le domaine de la santé et fertilité, la recherche textuelle a été particulièrement difficile étant donné que pour des raisons politiques les titres des programmes ne contenaient pas toujours l'information de manière explicite.

24. Plusieurs membres ont commenté les difficultés à quantifier les composantes des programmes plus larges. Une telle information n'était pas immédiatement disponible dans les systèmes de gestion de projet des membres. Les conseillers en santé (ou VIH/sida) ne disposent pas de cette information. La source des données était soit le responsable du bureau en charge de l'activité (au siège de l'agence ou sur le terrain), soit les documents d'évaluation du projet qui contiennent les budgets détaillés de chaque composante. Le statisticien aurait pu accéder à cette information, en pratique, mais n'avait pas le temps pour un tel travail de recherche détaillée.

25. Plusieurs membres ont discuté de manière interne si, en l'absence de données spécifiques, les montants alloués à la lutte contre le VIH/sida dans les programmes de santé et fertilité de base pourraient être estimés. Tous les programmes de santé et fertilité comprennent vraisemblablement des activités liées au VIH/sida. Les programmes de distribution de préservatifs pour des objectifs de planification familiale contribuent directement à la lutte contre le VIH/sida. Les infections dues au VIH/sida sont traitées dans les hôpitaux de district. Dans les pays avec des taux élevés de prévalence du VIH tout soutien aux systèmes de santé peut être considéré comme une aide, au moins en partie à la lutte contre le VIH/sida. On pourrait alors

concevoir qu'un certain pourcentage de tout programme de santé et fertilité (de base) soit à comptabiliser dans l'aide à la lutte contre le VIH/sida, bien que le pourcentage puisse beaucoup varier en fonction de la situation de l'épidémie dans différents pays.

26. Bien que le Secrétariat ait discuté la question avec seulement un nombre limité de statisticiens et d'experts du VIH/sida des agences mentionnées (note de bas de page numéro 10), le point de vue général semble indiquer que des estimations pures et simples soient à éviter. Certains pays ont pris une décision claire (au niveau de la gestion des activités) de ne pas inclure d'estimations dans leurs bases de données. Les statisticiens aussi bien que les experts du VIH/sida considèrent qu'il est préférable de notifier moins que trop et d'être en mesure de justifier et d'expliquer les chiffres. Plus important, ils estiment que les statistiques sur l'aide pour la lutte contre le VIH/sida devraient par définition inclure seulement les activités qui ont été conçues principalement pour cet objectif.

27. Un membre seulement a fourni de "pures estimations" pour l'étude. Ces estimations ont cependant été déterminées comme pourcentage des engagements totaux dans deux domaines d'activité spécifiques.<sup>13</sup> D'abord, les programmes sectoriels pour la santé ont été considérés comme incluant vraisemblablement des composantes significatives concernant le VIH/sida, au moins en Afrique.<sup>14</sup> Ensuite, une partie de l'aide aux ONG a été considérée comme utilisée pour des activités de lutte contre le VIH/sida. Bien que pour ce second point les estimations du pourcentage alloué à la lutte contre le VIH/sida soient relativement arbitraires, inclure les ONG dans les statistiques pourrait être important pour promouvoir le soutien à la lutte contre le VIH/sida dans les pays donateurs.

28. Pour la plupart des membres, les données présentées dans le tableau 1 ne comprennent pas les activités de recherche sur le VIH/sida. Puisqu'il est difficile de faire la distinction entre la recherche orientée vers les pays en développement et la recherche médicale plus générale sur la maladie, les membres ont préféré ne pas notifier ces activités. Cependant la Belgique et la France ont réalisé un exercice approfondi pour identifier les projets de recherche sur le VIH/sida entrepris au titre des pays en développement. La France a ainsi notifié des activités de recherche de l'*Institut de recherche pour le développement* et de l'*Agence nationale de recherche sur le sida et les hépatites*, mais n'a pas compris les activités de recherche sur le VIH/sida de l'*Institut Pasteur*. La Belgique a notifié les activités de son *Institut de médecine tropicale*.

29. Enfin, les membres ont souligné que des activités liées au VIH/sida pouvaient être financées dans le cadre d'annulations de la dette. Le "contrat de désendettement et de développement" de la France est un exemple d'un nouvel instrument pour le financement de projets dans les secteurs sociaux à travers des conversions de la dette pour le développement. Il est prévu d'affecter une partie de ces conversions de dette à la lutte contre le VIH/sida.<sup>15</sup> D'autres contributions sont faites en nature (e.g. fourniture de médicaments ou d'équipements de diagnostic).

---

<sup>13</sup> Ces chiffres ne comprennent pas d'estimations pour la santé et la fertilité, estimations considérées par ce membre comme trop arbitraires.

<sup>14</sup> Au cours de l'étude, le Secrétariat a examiné quelques rapports d'évaluation de programmes sectoriels pour la santé et note que la lutte contre le VIH/sida est typiquement identifiée comme une composante séparée avec son propre budget. Il a aussi été noté que plusieurs membres ont notifié des programmes dans le secteur de la santé dans le SNPC pour les dernières années. Il n'a pas été identifié d'approches sectorielles au sens large.

<sup>15</sup> Les projets financés à ce jour (en moyenne 3.2 millions d'Euros par an sur la période 2001-2003) sont inclus dans le tableau 1.

### *Informations descriptives sur la prévention du VIH/sida, le traitement et les soins*

30. Un point qui n'a pas été soulevé dans les lettres envoyées aux membres concerne la question de savoir si l'aide des membres pour la lutte contre le VIH/sida est destinée à la prévention, au traitement ou aux soins.<sup>16</sup> La question a été posée lors des discussions avec les experts du VIH/sida. Sur les six donateurs rencontrés, seuls les États-Unis assurent un suivi de la lutte contre le VIH/sida par type d'activités. Les autres ont mentionné qu'ils financent surtout des activités de prévention du VIH/sida, en notant cependant que la prévention ne peut être efficace que si le traitement est en place. [Proposer aux personnes infectées par le VIH/sida un traitement qui prolonge leur vie constitue une incitation à ne pas répandre la maladie. Les programmes volontaires de dépistage et de conseil (VCT) ont été transformés en programmes de dépistage, conseil et traitement (TCT).] Quelques donateurs ont souligné que les activités de prévention étaient davantage du ressort d'un financement bilatéral dans la mesure où le traitement nécessite des montants plus importants et une programmation sur plusieurs années (ou même des décennies). A travers leurs contacts réguliers avec les gouvernements des pays bénéficiaires, les donateurs bilatéraux ont de bonnes occasions de promouvoir des mesures incitatives.

31. Les donateurs bilatéraux ont de plus financé des activités de soins liés au VIH/sida (soins à domicile) et des mesures « d'atténuation d'impact social » i.e. des programmes spéciaux pour prendre en compte les conséquences sociales du VIH/sida. Les activités visant à fournir des services sociaux et juridiques pour les personnes qui vivent avec le VIH/sida ou pour venir en aide aux orphelins du VIH/sida sont des exemples de tels programmes. Ces activités sont réalisées dans un autre secteur que celui de la santé. De plus la question du VIH/sida est considérée de plus en plus comme une composante transversale importante du développement qui doit être prise en compte lors de la planification des programmes d'aide. Les mesures de prévention et d'atténuation d'impact social devraient être incorporées dans les activités d'aide de tous les secteurs (éducation, agriculture, développement rural, commerce, etc.)

32. Il faut aussi noter qu'une partie des activités liées au VIH/sida des membres du CAD n'est pas notifiée dans les rapports statistiques standards au CAD. L'encadré 2 ci-dessous décrit un programme multi-pays pour des accords de jumelage entre hôpitaux.

---

<sup>16</sup> L'ONUSIDA a demandé des données sur la répartition mais le Secrétariat a mentionné qu'il n'était pas possible de produire des statistiques à ce niveau de détail.

### **Encadré 2. ESTHER**

Pour faciliter l'accès aux traitements des patients infectés par le VIH et à une prise en charge globale de qualité, ESTHER (Ensemble pour une Solidarité Thérapeutique Hospitalière En Réseau) lancé en 2001 est un réseau qui rassemble aujourd'hui huit pays : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg et le Portugal. L'OMS et l'ONUSIDA sont partenaires, membres du Comité international de Conseil. Plus de 20 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine sont concernés par cette initiative. Le secrétariat de ce réseau est assuré par un Groupement d'Intérêt Public (GIP) créé par les ministères français de la santé, des finances et des affaires étrangères, basé à Paris. Chaque pays membre met en œuvre des projets de partenariat avec les pays de coopération et en assure le financement<sup>17</sup>.

ESTHER vise à :

- faciliter le jumelage entre les hôpitaux, structures de santé, et associations, et le partage d'expériences et de savoir-faire ;
- fournir une aide matérielle et technique aux pays en développement pour améliorer les soins aux personnes vivant avec le VIH/sida ;
- améliorer la continuité des soins ;
- apporter un appui aux initiatives non gouvernementales et celles de la communauté, et faciliter les liens entre les hôpitaux et les familles ;
- développer des approches conjointes avec les organisations européennes et internationales pour augmenter la cohérence et la couverture des interventions.

Pour davantage d'informations voir le site du secrétariat [www.esther.fr](http://www.esther.fr).

## ***IV.2 Contributions au Fonds mondial pour la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme***

33. Le tableau 2 ci-dessous présente les données sur les contributions des membres au Fonds mondial pour combattre le sida, la tuberculose et le paludisme (mentionné par la suite sous l'appellation « Fonds mondial »). A fin 2002, les contributions des membres du CAD au Fonds mondial ont atteint un total de 917 millions de \$ des EU. Certains membres ont contribué pour la première fois en 2003 seulement. Les montants moyens des contributions présentés dans le tableau 2 ont été établis de la manière suivante :

- pour les membres qui ont contribué à la fois en 2001 et 2002 le chiffre représente la moyenne pour deux ans ;
- pour les membres qui ont contribué une fois en 2001, 2002 ou 2003, le chiffre correspondant a été utilisé comme représentant la moyenne.

<sup>17</sup>

La contribution de la France par exemple a été de 9 millions € en 2002.

**Tableau 2. Contributions moyennes des membres du CAD au Fonds mondial, Engagements, millions de \$ des EU**

|                  | <b>Contribution moyenne</b> | <b>60% de la contribution moyenne</b> |
|------------------|-----------------------------|---------------------------------------|
| Allemagne        | 42.0                        | 25.2                                  |
| Autriche         | 0.9                         | 0.6                                   |
| Belgique         | 5.4                         | 3.3                                   |
| Canada           | 51.0                        | 30.6                                  |
| Danemark         | 14.0                        | 8.4                                   |
| Espagne          | 35.0                        | 21.0                                  |
| Etats-Unis       | 137.5                       | 82.5                                  |
| France           | 47.1                        | 28.3                                  |
| Irlande          | 9.2                         | 5.5                                   |
| Italie           | 75.2                        | 45.1                                  |
| Japon            | 80.0                        | 48.0                                  |
| Luxembourg       | 0.9                         | 0.6                                   |
| Norvège          | 5.6                         | 3.3                                   |
| Nouvelle-Zélande | 0.7                         | 0.4                                   |
| Pays-Bas         | 43.6                        | 26.2                                  |
| Portugal         | 0.4                         | 0.2                                   |
| Royaume Uni      | 210.3                       | 126.2                                 |
| Suède            | 20.6                        | 12.3                                  |
| Suisse           | 11.0                        | 6.6                                   |
| CE               | 53.7                        | 32.2                                  |
| <b>Total CAD</b> | <b>844.0</b>                | <b>506.4</b>                          |

#### **Notes**

L'**Australie** a contribué pour la première fois au Fonds mondial en 2004 : 25 million \$ australiens pour trois ans.

Selon les engagements pris par les autorités françaises à Evian, la contribution financière de la **France** au Fonds mondial sera portée à 150 millions € en 2004, 2005, 2006.

34. Le Fonds mondial a informé le Secrétariat que 60% de ses financements ont visé la lutte contre le VIH/sida. Par conséquent seulement 60% des contributions des membres du CAD au Fonds ont été comptabilisés dans la lutte contre le VIH/sida. Le tableau 2 présente les montants par donneur.

#### **IV.3 Aide pour la lutte contre le VIH/sida à travers les organisations multilatérales**

35. Cette section traite des activités liées au VIH/sida à travers le budget général des organisations multilatérales. Les fonds alloués à des projets spécifiques (fonds extra budgétaires) sont notifiés comme aide bilatérale et ne sont pas discutés ici.

36. Les membres du CAD financent des activités de lutte contre le VIH/sida à travers l'ONUSIDA, l'UNICEF, le FNUAP, le PNUD, la Banque mondiale, les banques régionales de développement et les autres agences des Nations unies. Les membres de l'UE financent aussi des activités de lutte contre le VIH/sida à travers le FED et le budget de la Commission.

37. Toutes les contributions au budget principal de l'**ONUSIDA** peuvent être comptabilisées comme aide pour la lutte contre le VIH/sida. Pour les autres agences, il est d'abord nécessaire de déterminer la part des dépenses du budget principal qui est affectée à la lutte contre le VIH/sida, et en suivant l'exemple du Fonds mondial d'appliquer ce pourcentage aux contributions de chaque membre à l'organisation. Le tableau 3 ci-dessous présente les données collectées auprès des principales organisations multilatérales et le tableau 4 les montants à imputer à chaque donneur bilatéral.

**Tableau 3. Aide à la lutte contre le VIH/sida : financements réalisés par les organisations multilatérales en 2000-2002, millions de \$ des EU**

|                 | 2000             | 2001         | 2002         | Moy 00-02    | VIH/sida en %<br>du total des<br>financements |
|-----------------|------------------|--------------|--------------|--------------|-----------------------------------------------|
|                 | Millions de \$EU |              |              |              |                                               |
| CE - Commission | 32.9             | 54.2         | 59.5         | 48.9         | 1.6                                           |
| CE - FED        | 9.8              | 2.7          | 0.1          | 4.2          | 0.2                                           |
| ONUSIDA         | 64.1             | 95.5         | 105.2        | 88.2         | 100.0                                         |
| FNUAP           | ..               | 13.4         | 23.4         | 18.4         | 7.8                                           |
| UNICEF          | ..               | 38.9         | 48.8         | 43.9         | 12.2                                          |
| IDA             | 207.5            | 281.3        | 222.8        | 237.2        | 3.4                                           |
| BAfD            | 0.0              | 8.9          | 0.0          | 3.0          | 0.3                                           |
| <b>Total</b>    | <b>314.3</b>     | <b>494.9</b> | <b>459.8</b> | <b>443.7</b> | <b>3.1</b>                                    |
| <i>Memo</i>     |                  |              |              |              |                                               |
| BIRD            | 3.0              | 59.8         | 54.1         | 39.0         | 0.4                                           |

**Notes:**

Les données de la **Banque mondiale** comprennent les dons de l'IDA pour les programmes sida multisectoriels (MAP), mais excluent les Fonds spéciaux sur le VIH/sida (au maximum 13 millions de \$EU par an).

Pour la **CE**, les données comprennent les contributions au Fonds mondial.

Les données du **FNUAP** sont dérivées de son système de gestion de projets dans lequel les responsables des projets indiquent pour chaque activité le pourcentage des fonds estimés dépensés pour la santé et fertilité, la planification familiale, le VIH/sida et la recherche de base.

Les données de l'**OMS** ont été reçues trop tard pour être incluses dans ce rapport.

Le département VIH/sida du **PNUD** a fourni une estimation grossière de la part de ses dépenses allouées à la lutte contre le VIH/sida. Cette estimation (11%) n'a pas été prise en compte dans le tableau 4 sur l'imputation des contributions multilatérales. Le nouveau système de gestion de projets devrait permettre une notification améliorée à partir de 2004.

**L'UNICEF** notifie au SNPC au niveau des *projets*, mais son système interne assure le suivi des dépenses pour la lutte contre le VIH/sida (l'une des cinq priorités) au niveau des *activités* indépendamment du secteur utilisé pour la classification du projet. Les chiffres dans le tableau se réfèrent aux *activités* et donnent des totaux supérieurs à ceux obtenus dans le SNPC en sélectionnant le code 13040.

**Tableau 4. Aide des membres du CAD pour la lutte contre le VIH/sida à travers les organisations multilatérales, moyenne 2000-02**

Millions de \$ des EU

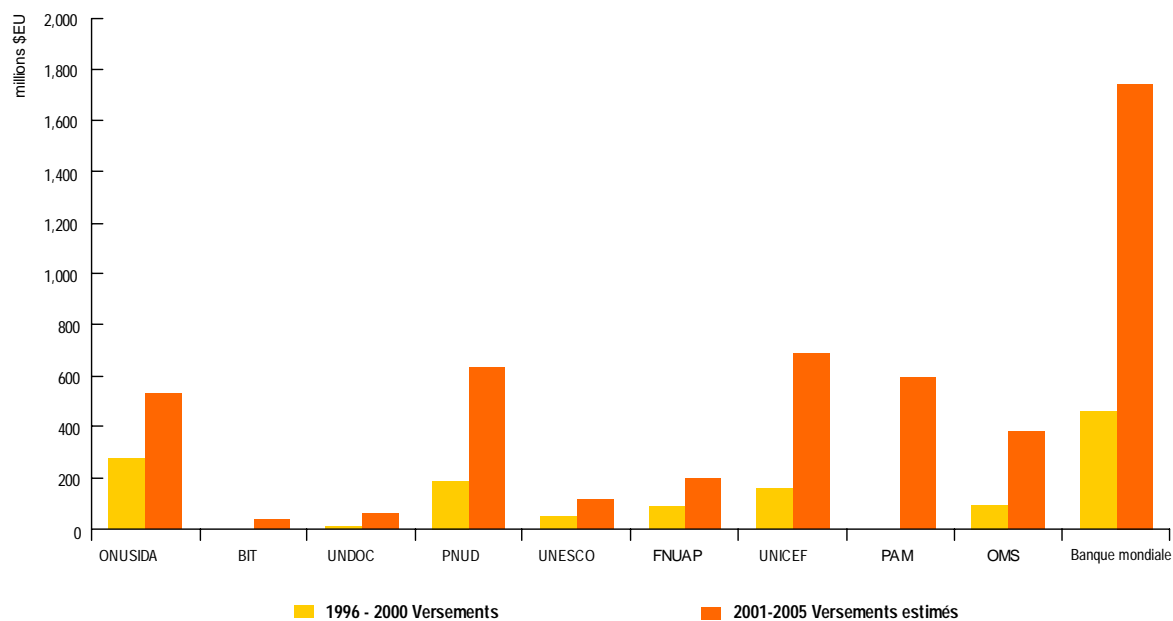
|                          | A travers<br>la CE | A travers<br>le<br>FNUAP | A travers<br>l'UNICEF | A travers<br>IDA | A travers<br>les<br>banques<br>régionales | Aide<br>multilatérale<br>imputée | ONUSIDA     | Total        |
|--------------------------|--------------------|--------------------------|-----------------------|------------------|-------------------------------------------|----------------------------------|-------------|--------------|
| Allemagne                | 28.0               | 1.4                      | 0.7                   | 31.9             | 0.5                                       | 62.5                             | 1.3         | 63.8         |
| Australie                |                    | 0.1                      | 0.5                   | 5.4              |                                           | 6.0                              | 1.1         | 7.1          |
| Autriche                 | 3.2                | 0.0                      | 0.2                   | 3.1              | 0.1                                       | 6.6                              |             | 6.6          |
| Belgique                 | 5.1                | 0.4                      | 0.4                   | 4.7              | 0.2                                       | 10.9                             | 2.6         | 13.4         |
| Canada                   |                    | 0.6                      | 4.7                   | 11.3             |                                           | 16.6                             | 2.6         | 19.2         |
| Danemark                 | 1.5                | 2.4                      | 5.5                   | 5.7              | 0.2                                       | 15.3                             | 3.1         | 18.4         |
| Espagne                  | 9.7                | 0.1                      | 0.3                   | 4.4              |                                           | 14.4                             | 0.4         | 14.8         |
| Etats-Unis               |                    | 1.1                      | 21.7                  | 98.2             | 0.7                                       | 121.7                            | 21.9        | 143.6        |
| Finlande                 | 1.8                | 1.3                      | 1.8                   | 1.9              | 0.0                                       | 6.8                              | 3.3         | 10.1         |
| France                   | 20.9               | 0.1                      | 1.2                   | 23.5             | 0.5                                       | 46.3                             | 0.3         | 46.6         |
| Grèce                    | 3.2                | 0.0                      | 0.0                   | 0.3              |                                           | 3.5                              |             | 3.5          |
| Irlande                  | 1.6                | 0.2                      | 0.7                   | 0.6              |                                           | 3.1                              | 2.0         | 5.1          |
| Italie                   | 16.7               | 0.3                      | 2.5                   | 13.9             | 0.2                                       | 33.5                             | 1.8         | 35.3         |
| Japon                    |                    | 4.6                      | 14.6                  | 70.7             | 0.5                                       | 90.4                             | 6.5         | 96.9         |
| Luxembourg               | 0.3                | 0.0                      | 0.1                   | 0.3              |                                           | 0.7                              | 0.5         | 1.3          |
| Norvège                  |                    | 2.7                      | 6.2                   | 4.2              | 0.2                                       | 13.3                             | 11.0        | 24.3         |
| Nouvelle-Zélande         |                    | 0.1                      | 0.2                   | 0.4              |                                           | 0.7                              |             | 0.7          |
| Pays-Bas                 | 5.1                | 6.4                      | 8.5                   | 9.1              | 0.0                                       | 29.1                             | 17.7        | 46.7         |
| Portugal                 | 1.8                | 0.0                      | 0.0                   | 0.7              | 0.0                                       | 2.5                              | 0.2         | 2.7          |
| Royaume-Uni              | 21.2               | 4.1                      | 4.9                   | 29.4             | 0.3                                       | 59.9                             | 4.6         | 64.4         |
| Suède                    | 2.4                | 1.8                      | 4.9                   | 11.8             | 0.2                                       | 21.2                             | 5.3         | 26.5         |
| Suisse                   |                    | 0.8                      | 1.8                   | 6.8              | 0.2                                       | 9.6                              | 2.1         | 11.7         |
| <b>Total pays du CAD</b> | <b>122.6</b>       | <b>28.7</b>              | <b>81.3</b>           | <b>338.4</b>     | <b>3.7</b>                                | <b>574.7</b>                     | <b>88.2</b> | <b>662.9</b> |
| CE                       |                    |                          |                       | 20.4             |                                           | 20.4                             |             | 20.4         |

38. Il a été demandé aux membres de notifier dans l'étude les contributions à tout autre organisation ou fonds qui de leur point de vue devaient être comprises dans les statistiques sur l'aide pour la lutte contre le VIH/sida. Ces organisations comprennent la Fédération internationale pour la planification familiale (IPPF) et l'Initiative internationale pour un vaccin contre le sida (IAVI). Les montants totaux étant peu élevés, les contributions ne sont pas montrées séparément mais sont comprises dans le total de l'aide bilatérale (tableau 1).

39. Les données UNSSP (voir le paragraphe 13) présentent une vue d'ensemble des ressources liées au VIH/sida des organisations multilatérales. Le graphique 3 ci-dessous montre pour référence les données UNSSP pour un certain nombre d'organisations ; les données de certaines de ces organisations n'ont pas pu être collectées dans le cadre de cette étude.<sup>18</sup> Il montre que la plupart des organisations ont augmenté leurs ressources de manière considérable pour aider à la lutte contre le sida. Les informations descriptives reçues montrent que les agences des NU intègrent de plus en plus les activités liées au VIH/sida comme l'éducation pour une meilleure qualité de vie, le développement rural, les services de santé et fertilité, la sécurité alimentaire, le traitement de la tuberculose et la prévention contre la prise de drogue par injections intraveineuses.

**Graphique 3. Dépenses liées au VIH/sida par les organisations multilatérales (Source: ONUSIDA)**

### Financements estimés des cosponsors de l'ONUSIDA 1996-2005



<sup>18</sup>

Le principal objectif de la collecte des données UNSSP était de s'assurer des progrès dans la réponse apportée par le Système des Nations unies à l'épidémie VIH/sida sur une période de cinq ans (2001-2005).

#### IV.4 Aide totale pour la lutte contre le VIH/sida

40. Le tableau 5 ci-dessous résume les composantes bilatérale et multilatérale de l'aide des membres du CAD pour la lutte contre le VIH/sida discutée ci-dessus. En 2000-02, les membres du CAD ont alloué en moyenne entre 2.2 et 2.4 milliards de \$ des EU par an à la lutte contre le VIH/sida. Les États-Unis sont de loin le plus grand donneur, contribuant pour plus d'un tiers des engagements totaux. Ils sont suivis du Royaume-Uni, des Pays-Bas et de la Norvège dont les contributions représentent ensemble 30% du total. L'Australie et l'Irlande sont aussi de relativement grands donateurs d'aide pour la lutte contre le VIH/sida (la part de leur aide pour la lutte contre le VIH/sida dans leur APD bilatérale totale a atteint 4.5% et 5.2% respectivement.) Si on prend en compte l'aide multilatérale imputée, l'Allemagne et le Japon sont à ajouter à cette liste.

**Tableau 5. Aide bilatérale et multilatérale des membres du CAD pour la lutte contre le VIH/sida, moyenne des engagements 2000-02, millions de \$ des EU**

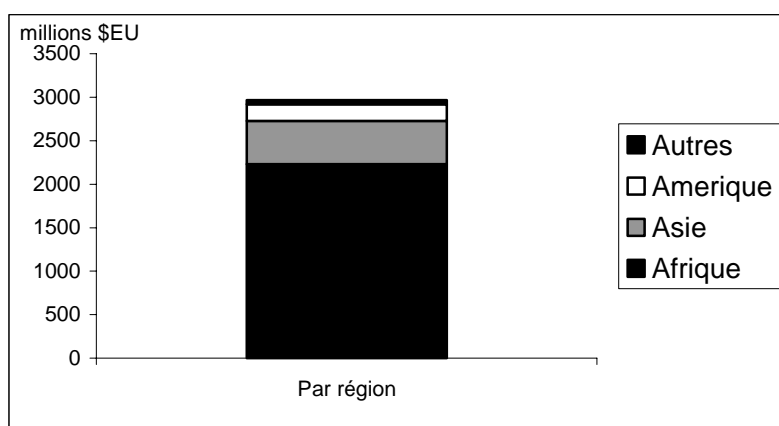
|                          | Montants bilatéraux liés au VIH/sida à ajouter éventuellement |              | Fonds Mondial | Aide multilatérale imputée | ONUSIDA     | Limite inférieure du total VIH/sida<br>(1)+(3)+(4)+(5) | Limite supérieure du total VIH/sida<br>(1)+(2)+(3)+(4)+(5) |
|--------------------------|---------------------------------------------------------------|--------------|---------------|----------------------------|-------------|--------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|
|                          | Bilatéral (1)                                                 | (2)          |               |                            |             |                                                        |                                                            |
| Allemagne                | 38.8                                                          | 14.2         | 25.2          | 62.5                       | 1.3         | 127.8                                                  | 142.0                                                      |
| Australie                | 29.4                                                          | 0.0          | 0.0           | 6.0                        | 1.1         | 36.6                                                   | 36.6                                                       |
| Autriche                 | 0.2                                                           | 0.4          | 0.6           | 6.6                        | 0.0         | 7.3                                                    | 7.7                                                        |
| Belgique                 | 8.3                                                           | 0.0          | 3.3           | 10.9                       | 2.6         | 25.0                                                   | 25.0                                                       |
| Canada                   | 47.6                                                          | 0.0          | 30.6          | 16.6                       | 2.6         | 97.4                                                   | 97.4                                                       |
| Danemark                 | 8.2                                                           | 11.9         | 8.4           | 15.3                       | 3.1         | 35.0                                                   | 46.9                                                       |
| Espagne                  | 3.4                                                           | 0.2          | 21.0          | 14.4                       | 0.4         | 39.2                                                   | 39.4                                                       |
| Etats-Unis               | 566.6                                                         | 0.0          | 82.5          | 121.7                      | 21.9        | 792.7                                                  | 792.7                                                      |
| Finlande                 | 1.0                                                           | 9.5          | 0.0           | 6.8                        | 3.3         | 11.1                                                   | 20.6                                                       |
| France                   | 21.9                                                          | 0.0          | 28.3          | 46.3                       | 0.3         | 96.8                                                   | 96.8                                                       |
| Grèce                    | 0.0                                                           | 0.0          | 0.0           | 3.5                        | 0.0         | 3.6                                                    | 3.6                                                        |
| Irlande                  | 13.8                                                          | 0.0          | 5.5           | 3.1                        | 2.0         | 24.5                                                   | 24.5                                                       |
| Italie                   | 3.9                                                           | 2.7          | 45.1          | 33.5                       | 1.8         | 84.4                                                   | 87.0                                                       |
| Japon                    | 16.3                                                          | 16.5         | 48.0          | 90.4                       | 6.5         | 161.2                                                  | 177.7                                                      |
| Luxembourg               | 3.1                                                           | 1.9          | 0.6           | 0.7                        | 0.5         | 5.0                                                    | 6.9                                                        |
| Norvège                  | 41.2                                                          | 58.2         | 3.3           | 13.3                       | 11.0        | 68.9                                                   | 127.1                                                      |
| Nouvelle-Zélande         | 0.3                                                           | 0.0          | 0.4           | 0.7                        | 0.0         | 1.5                                                    | 1.5                                                        |
| Pays-Bas                 | 62.2                                                          | 53.3         | 26.2          | 29.1                       | 17.7        | 135.1                                                  | 188.4                                                      |
| Portugal                 | 2.3                                                           | 44.3         | 0.2           | 2.5                        | 0.2         | 5.2                                                    | 49.6                                                       |
| Royaume-Uni              | 146.5                                                         | 41.6         | 126.2         | 59.9                       | 4.6         | 337.1                                                  | 378.7                                                      |
| Suède                    | 21.6                                                          | 0.0          | 12.3          | 21.2                       | 5.3         | 60.5                                                   | 60.5                                                       |
| Suisse                   | 3.6                                                           | 0.0          | 6.6           | 9.6                        | 2.1         | 21.9                                                   | 21.9                                                       |
| <b>Total pays du CAD</b> | <b>1040.6</b>                                                 | <b>254.7</b> | <b>474.2</b>  | <b>574.7</b>               | <b>88.2</b> | <b>2177.7</b>                                          | <b>2432.4</b>                                              |
| CE                       | 42.3                                                          | 10.3         | 32.2          | 20.4                       | 0.0         | 95.0                                                   | 105.3                                                      |

## V. Répartition géographique de l'aide pour la lutte contre le VIH/sida

41. Les graphiques 4 et 5 ci-dessous présentent la répartition de l'aide pour la lutte contre le VIH/sida par région et par groupe de revenu. Les trois quarts de l'aide totale pour la lutte contre le VIH/sida (en excluant les contributions non allouées par pays) ont été alloués à l'Afrique. La moitié de l'aide totale visait les pays les moins avancés, la part est de 85% pour le groupe des pays à faible revenu dans son ensemble.

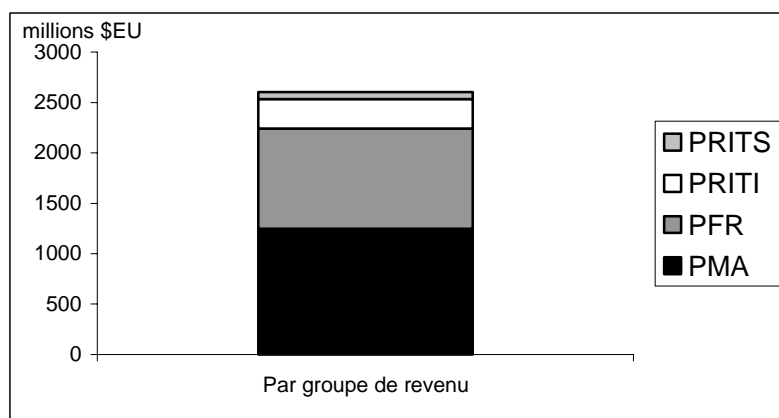
**Graphique 4. Aide à la lutte contre le VIH/sida par région, total bilatéral et multilatéral**

Engagements en 2000-02



**Graphique 5. Aide à la lutte contre le VIH/sida par groupe de revenu, total bilatéral et multilatéral**

Engagements en 2000-02



42. Les tableaux 6.a, 6.b, 6.c. ci-dessous présentent les dix premiers pays bénéficiaires de l'aide pour la lutte contre le VIH/sida suivant différents critères.

**Tableau 6. Dix premiers bénéficiaires de l'aide pour la lutte contre le VIH/sida, engagements moyens, 2000-02**

**Tableau 6.a. Dix premiers bénéficiaires, montant total d'aide**

|                  | Aide pour la lutte contre le VIH/sida, engagements moyens, 2000-02 |                   |                                           |                                         |
|------------------|--------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------------------------------|-----------------------------------------|
|                  | Total Millions \$EU                                                | Par habitant \$EU | % de l'aide à tous les pays bénéficiaires | % de l'aide totale au pays bénéficiaire |
| 1 Nigeria        | 91.2                                                               | 0.7               | 5.6%                                      | 12.5%                                   |
| 2 Kenya          | 61.3                                                               | 2.0               | 3.8%                                      | 10.7%                                   |
| 3 Ouganda        | 53.4                                                               | 2.3               | 3.3%                                      | 5.6%                                    |
| 4 Zambie         | 43.2                                                               | 4.1               | 2.7%                                      | 6.6%                                    |
| 5 Ethiopie       | 42.5                                                               | 0.6               | 2.6%                                      | 4.2%                                    |
| 6 Afrique du Sud | 35.6                                                               | 0.8               | 2.2%                                      | 7.7%                                    |
| 7 Mozambique     | 31.3                                                               | 1.7               | 1.9%                                      | 2.1%                                    |
| 8 Ghana          | 29.9                                                               | 1.5               | 1.9%                                      | 4.4%                                    |
| 9 Tanzanie       | 29.2                                                               | 0.8               | 1.8%                                      | 2.1%                                    |
| 10 Zimbabwe      | 28.6                                                               | 2.2               | 1.8%                                      | 18.0%                                   |
| Autres           | 1169.6                                                             |                   | 72%                                       | 1.7%                                    |
| <b>Total</b>     | <b>1615.7</b>                                                      |                   | <b>100%</b>                               | <b>2.1%</b>                             |

Pendant la période 2000-02, les donateurs ont entrepris des activités de lutte contre le VIH/sida dans 140 pays bénéficiaires d'aide. Cependant, les projets les plus importants se sont concentrés sur 25 pays qui ont alors reçu 72% des contributions totales allouées géographiquement. Les dix premiers bénéficiaires sont des pays d'Afrique du sud du Sahara. Le Nigeria est le plus grand bénéficiaire, avec \$EU 91.2 millions par an, la plupart des projets étant financés par le Royaume Uni, la Banque mondiale et les Etats-Unis.

**Tableau 6.b. Dix premiers bénéficiaires, engagements d'aide par habitant**

|                       | Aide pour la lutte contre le VIH/sida, engagements moyens, 2000-02 |                   |                                           |                                         |
|-----------------------|--------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------------------------------|-----------------------------------------|
|                       | Total Millions \$EU                                                | Par habitant \$EU | % de l'aide à tous les pays bénéficiaires | % de l'aide totale au pays bénéficiaire |
| 1 Grenade             | 2.0                                                                | 19.8              | 0.1%                                      | 14.2%                                   |
| 2 Barbades            | 5.1                                                                | 18.8              | 0.3%                                      | 23.3%                                   |
| 3 Sao Tome & Principe | 1.9                                                                | 12.3              | 0.1%                                      | 5.9%                                    |
| 4 Cap Vert            | 3.7                                                                | 8.0               | 0.2%                                      | 3.9%                                    |
| 5 Botswana            | 8.6                                                                | 5.0               | 0.5%                                      | 21.5%                                   |
| 6 Jamaïque            | 10.8                                                               | 4.1               | 0.7%                                      | 2.7%                                    |
| 7 Zambie              | 43.2                                                               | 4.1               | 2.7%                                      | 6.6%                                    |
| 8 Namibie             | 7.2                                                                | 4.0               | 0.4%                                      | 6.0%                                    |
| 9 Gambie              | 5.1                                                                | 3.7               | 0.3%                                      | 10.9%                                   |
| 10 Ouganda            | 53.4                                                               | 2.3               | 3.3%                                      | 5.6%                                    |
| Autres                | 1474.8                                                             |                   | 91%                                       | 2.0%                                    |
| <b>Total</b>          | <b>1615.7</b>                                                      |                   | <b>100%</b>                               | <b>2.1%</b>                             |

Ramenée à la population, l'aide pour la lutte contre le VIH/sida se concentre sur des pays à faible population comme Grenade et Barbade. Le Nigeria n'est que 39<sup>ème</sup> selon ce classement, avec \$EU 0.7 par habitant.

Selon le critère de l'aide au VIH/sida en pourcentage des engagements d'aide totaux du pays bénéficiaire, le Kenya, le Nigeria, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe sont à nouveau dans le haut de la liste, avec respectivement 11%, 13%, 8% et 18%.

**Tableau 6.c. Dix premiers bénéficiaires, part dans les engagements d'aide totaux du bénéficiaire**

|                       | Aide pour la lutte contre le VIH/sida, engagements moyens, 2000-02 |                   |                                           |                                         |
|-----------------------|--------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------------------------------|-----------------------------------------|
|                       | Total Millions \$EU                                                | Par habitant \$EU | % de l'aide à tous les pays bénéficiaires | % de l'aide totale au pays bénéficiaire |
| 1 Barbade             | 5.1                                                                | 18.8              | 0.3%                                      | 23.3%                                   |
| 2 Botswana            | 8.6                                                                | 5.0               | 0.5%                                      | 21.5%                                   |
| 3 Zimbabwe            | 28.6                                                               | 2.2               | 1.8%                                      | 18.0%                                   |
| 4 Grenade             | 2.0                                                                | 19.8              | 0.1%                                      | 14.2%                                   |
| 5 Nigeria             | 91.2                                                               | 0.7               | 5.6%                                      | 12.5%                                   |
| 6 Gambie              | 5.1                                                                | 3.7               | 0.3%                                      | 10.9%                                   |
| 7 Kenya               | 61.3                                                               | 2.0               | 3.8%                                      | 10.7%                                   |
| 8 Burundi             | 14.5                                                               | 2.1               | 0.9%                                      | 8.9%                                    |
| 9 Rep. Centrafricaine | 6.3                                                                | 1.6               | 0.4%                                      | 7.7%                                    |
| 10 Afrique du Sud     | 35.6                                                               | 0.8               | 2.2%                                      | 7.7%                                    |
| Autres                | 1357.5                                                             |                   | 84%                                       | 1.8%                                    |
| <b>Total</b>          | <b>1615.7</b>                                                      |                   | <b>100%</b>                               | <b>2.1%</b>                             |

Les pays avec les taux les plus élevés de prévalence du VIH dans la population adulte selon les statistiques ONUSIDA de 2001 sont les suivants : Botswana (39%), Zimbabwe (34%), Swaziland (33%), Lesotho (31%), Namibie (23%), Zambie (22%), Afrique du Sud (20%), Kenya (15%), Malawi (15%) et Mozambique (13%). Tous ces pays apparaissent dans une des trois listes des dix premiers bénéficiaires présentées ici, sauf le Swaziland (15<sup>ème</sup> selon le classement par habitant) et le Lesotho (classé beaucoup plus bas avec 2.1 millions de \$EU d'aide pour le VIH/sida par an sur 2000-02).

## V. Conclusions

43. A la suite de cette étude spéciale sur l'aide pour la lutte contre le VIH/sida, la méthodologie statistique du CAD pour la notification des apports d'aide dans ce domaine est à l'examen en vue d'améliorer la qualité de la collecte des données. En particulier, l'étude a montré que la majorité des activités pour la lutte contre le VIH/sida se situent dans le secteur de la santé, mais que l'aide bilatérale finance aussi des activités pour en atténuer l'impact social. La création d'un nouveau code-objet est à l'étude pour permettre une collecte séparée de ces programmes d'atténuation de l'impact social.

44. Cependant, même l'analyse la plus détaillée ne permettra pas une comptabilisation exacte de chaque contribution relative au VIH/sida. Dans les pays sévèrement affectés, la pandémie a un impact sur pratiquement chaque secteur social ou concernant la production. Ce qui signifie que les activités d'aide dans une grande variété de secteurs auront à prendre en compte dans le futur prévisible à la fois les conséquences de la maladie et toutes les opportunités réalisables d'intégrer des mesures pour en atténuer les effets.